

Suggestions à la Commission sur l'enseignement postsecondaire

Le 19 avril 2007

L'histoire du campus d'Edmundston de l'Université de Moncton est parsemé de changements de structure (université, collège affilié, centre universitaire et campus d'Edmundston) qui lui ont permis d'offrir des programmes de formation aux étudiant.e.s du Nord-Ouest qui voulaient poursuivre des études universitaires dans leur milieu afin de notamment, limiter les frais plus élevés d'aller étudier à l'extérieur de la région après avoir complété leur 12^e année.

Le campus d'Edmundston a produit son lot de gradué.e.s avec les années. On peut constater, apprécier et profiter d'une quantité de fonctionnaires, notaires, avocats, enseignants, commerçants, forestiers, professeurs, qui ont fait un séjour à notre campus. De même, s'ajoute une quantité considérable de professionnels (médecins, spécialistes, architectes, ingénieurs, etc.) qui ont pour certain complété les deux premières années du Diplôme en sciences de la santé (DSS). Sans contredit, le campus d'Edmundston est un atout indispensable au développement socioéconomique de la région.

Il semble que notre campus soit encore une fois à la croisée des chemins en ce qui a trait au changement de sa structure. Une des raisons qui pousse dans ce sens, c'est les changements démographiques. Une légère diminution de la démographie étudiante, qui est continue depuis quelques années, exerce des pressions directes sur la situation financière du campus. Si la tendance se maintient, il faudra prévoir des déficits opératoires qui s'élargiront avec le temps. Est-il possible de renverser ce sombre destin afin que le campus d'Edmundston soit en mesure de faire deux choses, soit augmenter l'inscription des étudiant.e.s dans les programmes (augmentant ainsi ses revenus) et de faire en sorte que l'on réduise l'exode des jeunes vers l'extérieur? Pour répondre à ces deux questions, il faut impérativement réenvisager le mandat confié au campus d'Edmundston dans la charte de l'Université de Moncton.

À l'heure actuelle, le campus d'Edmundston est mandaté d'offrir le Baccalauréat en sciences forestières et, par le biais de la Faculté des études supérieures de Moncton, la Maîtrise, le Baccalauréat en sciences infirmières, mais pas la Maîtrise, le Baccalauréat ès arts, mais pas les Maîtrises, le DSS, ainsi qu'offrir une ou deux années de cours dans différents programmes (administration, marketing, comptabilité, informatique, éducation, sciences humaines, etc.) qui devront se poursuivre pour deux ou trois années supplémentaires au campus de Moncton. L'Université de Moncton décentralise aussi quelques programmes de deuxième cycle dans la région par la voie de la vidéoconférence et de l'Internet : le MBA (dépendamment du nombre d'inscriptions), la Maîtrise en éducation (dépendamment du nombre d'inscriptions), la Maîtrise en administration publique (donnée une fois) et la Maîtrise en sciences infirmières.

Les étudiant.e.s qui complètent les deux premières années d'un programme au campus d'Edmundston doivent se rendre à Moncton pour compléter les deux ou trois dernières années de leur programme. Il est facile d'imaginer que les étudiant.e.s tissent des liens avec des employeurs potentiels dans la région de Moncton et la grande majorité trouve un emploi décent dans la région de Moncton. À titre d'exemple, la grande majorité des étudiant.e.s en administration qui transfèrent à Moncton, s'établissent ensuite de façon permanente dans cette région. Le campus d'Edmundston, contre lui-même, contribue à l'exode des jeunes dans le sud de la province. Que devrions-nous faire?

Première solution – pour ce qui est des programmes d'un an et deux ans à l'exception du DSS, il est nécessaire et indispensable d'éliminer ces cours afin de limiter l'exode de nos jeunes. Pour les programmes qui ne seront pas offerts en programme complet à Edmundston, les étudiants pourront s'inscrire directement à Moncton pour compléter un programme de quatre ans.

Deuxième solution, pour augmenter la clientèle étudiante au campus d'Edmundston, nous proposons la création de deux nouveaux programmes complets (du baccalauréat, à la maîtrise et au doctorat) affranchis au campus d'Edmundston. Le premier serait à propos du Développement durable. Les formations en matière d'environnement et d'aménagement du territoire sont actuellement insuffisantes au Nouveau-Brunswick. Il s'agit d'une opportunité unique de s'inscrire, au Nord-Ouest comme meneurs dans la recherche et dans l'application de ce sujet en plein essor. Il existe déjà un modèle de ce programme à l'Arizona State University. Tout en laissant place à nos innovations, les inspirations ne seraient donc pas difficiles à trouver. Le deuxième programme à mettre en place serait en Agriculture. Notre région regorge de professionnels du domaine de la volaille, des œufs, de la pomme de terre, et des autres cultures régionales présentes. Ceux-ci ont des besoins spécifiques dans leur exploitation. Toute la région saura tirer profit de l'amélioration des expertises régionales à tirer des formations et recherches qui seraient issues de ce nouveau programme. De même, nous profitons déjà du *Centre de conservation des sols et l'eau de l'est du Canada* qui, avec ces professionnels contribuera à l'établissement d'un programme pour notre région. Nous estimons que ces deux programmes attireront respectivement plus d'une vingtaine d'étudiant.e.s dès leur première année. Ces deux programmes devront ensuite conduire à la maîtrise afin de profiter des conditions adéquates au développement d'un savoir régional d'avant-garde.

Actuellement, les programmes sont approuvés par le Sénat académique de l'Université de Moncton. Dans cette nouvelle phase de changement, des modifications devront être apportées à la structure décisionnelle actuelle. Afin de reconnaître la mission distincte des campus affiliés à l'université de Moncton, le Sénat académique devrait être décentralisé dans les campus (par l'assemblée des chefs de secteurs pour le campus

d'Edmundston) lui accordant les pouvoirs d'approuver des programmes (besoins, étude de faisabilité, financement, embauche de personnel, budgets de recherche, etc.) qui répondent aux besoins de développement des communautés du Nord-ouest. Dans les campus, les doyens des études auraient le même pouvoir que le vice-recteur à l'enseignement et la recherche leur permettant de faire avancer les dossiers pour le compte du Sénat académique. Le modèle du réseau de l'Université du Québec est un bon exemple de structure fonctionnelle pour l'approbation des programmes dans les campus. Pourquoi ne pas s'en inspirer?

Troisième possibilité, les pouvoirs du vice-recteur du campus d'Edmundston sont limités à ceux concédés par le Recteur. Le Recteur est assujéti aux prérogatives de la Charte de l'Université, du Conseil des gouverneurs, mais de son milieu d'établissement : la région de Moncton. C'est une structure **étroite** qui ne permet pas de créer des programmes d'études dans les campus qui répondent aux besoins pressants des communautés aux prises avec des problèmes d'exode de jeunes, de décroissance économique, de manque de professionnels, principalement dans les domaines du développement durable et de l'agriculture. Il est indispensable d'accorder des pouvoirs au vice-recteur afin qu'il puisse travailler à répondre aux besoins de développement des communautés qu'il représente.

Finalement, la situation géographique du campus d'Edmundston impose l'établissement de partenariats avec l'Université du Québec à Rimouski. Les similarités entre nos régions, nos échanges économiques et culturels actuels n'en seraient que tirés à profit et ultimement développés davantage. L'exode de nos jeunes mine toute tentative de développement de notre région. Le développement de l'UMCE nous paraît essentiel à celui de notre région.

Philippe M. Martin